FO Agriculture a rencontré le Ministre de l'Agriculture le 27 juillet 2017 et a porté une très forte inquiétude notamment sur les réductions budgétaires.

La délégation de FO Agriculture était composée de :
Patrice MAITRE Secrétaire général de FO AGRICULTURE ; Jean-Luc BOULENGIER, Secrétaire général du SNAMA FO ; Thierry ELEOUET, Secrétaire général adjoint du SNTMA FO ; Christine HEUZE, Secrétaire générale de FO Enseignement Agricole, Jean-Luc LARRERE, Secrétaire général du SESED FO ; Jean-Christophe LE ROY, Secrétaire Général du SNIAE FO.

Les principales déclarations du ministre :

« L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC EST UNE DE MES PRIORITE »

« JE SUIS UN FERVENT MILITANT DU SERVICE PUBLIC »

« J'ACCORDE UNE GRANDE IMPORTANCE AU DIALOGUE SOCIAL »

Patrice MAITRE a déclaré :

« Monsieur le Ministre, vous avez un Ministère exaltant et anxiogène qui gère des crises conjoncturelles (sanitaires et économiques) et de plus en plus de crises structurelles au niveau des filières avec l'idée d'opposition de différents types d'agriculture.

Ce qui est symptomatique, est que le budget d'intervention est supérieur au budget de fonctionnement du Ministère.

Les conséquences sont multiples au niveau des services et donc de vos agents. Les contraintes budgétaires liées aux différentes solidarités gouvernementales et cela depuis plus de 10 ans n'ont pas anticipé les crises récurrentes depuis la vache folle ;ont oublié de prendre en compte les diverses réformes territoriales (RGPP, MAP, etc...) ;ont sous-estimé l'évolution des missions.

Vos agents ne trouvent plus de sens dans leur mission au quotidien et s'interrogent voire s'agacent des débats actuels et de la place de l'agriculture dans :

- le changement climatique,
- l'agro-environnement,
- l'alimentation.

Vos agents attendent des signes forts et des orientations claires dans le domaine de l'enseignement et la recherche, de l'alimentation, de l'agronomie, de l'agro-environnemental, de la forêt et de la pêche.

Dans le domaine de la GRH, nous souhaitons une reprise en main de notre Ministre sur les carrières de ses collaborateurs.

En effet nous avons subi un désengagement lors de la précédente mandature, laissant la Fonction Publique faire son œuvre de destruction avec l'agrément de quelques syndicats « complices ».

Notre Ministère est « technique » avec des agents formés et compétents à tous les niveaux mais il ne survivra pas à un alignement égalitariste vers le bas qui démotive l'ensemble du personnel.

Avant de passer la parole à mes collègues, je rappelle que **FO, fidèle à son indépendance**, continuera de revendiquer ce qui lui semble juste, mais surtout conforme à l'idée que l'on se fait d'un Service Public servant les valeurs de la République.

Pour terminer votre prochain projet de loi de Finances 2018 sera pour FO Agriculture le marqueur de votre volonté politique ou pas de redonner toute sa place à ce Ministère.

Les principaux sujets abordés lors de cet entretien :

- **Enseignement agricole (thèmes abordés avec la Conseillère du ministre le 18 juillet, document remis au ministre)**
    - Attachement à l'enseignement agricole
    - Statut des personnels (Directeurs, infirmières, TFR IBA, définition des services des enseignants ESC, Doc et TIM)
    - Accueil et inclusion des élèves en situation de handicap
    - Dialogue social
    - Contractuels et déprécarisation
- **Le projet de loi de finances 2018 et la rentrée de septembre**,
    - 15 à 20 % d'économie pour l'agriculture ? quel impact sur la dotation des établissements d'enseignement ?
- **Les missions du MAA et les moyens dont il dispose** :
    - Problématique des SEA,
    - Problématique de gestion des crises,
    - La mise en place des DRAAF XXL qui pose de réels problèmes,
    - La place du MAA face au MTES (*ministère* de la Transition écologique et solidaire).
- **Les réformes territoriales, le cas particulier des DDI** :
    - Le départ des CCRF,
    - Les fusions,
    - Le devenir des DDI,
    - Une redéfinition de la chaîne de commandement,
    - Le pouvoir de plus en plus pressant des préfets.
- **Les conséquences inquiétantes de l'application du PPCR et du RIFSEEP au MAA :**
    - La demande de dérogation pour les IAE et les TSMA,(RIFSEEP)
    - Une application lourde, coûteuse et peu efficace, ,(RIFSEEP)
    - Des groupes de travail qui ne soient pas les vitrines du dialogue social mais qui sont réellement des instances de dialogue social sur le sujet,
    - Promotions de C en B (Inversion de carrière), (PPCR),
    - Rallonge de carrière (PPCR),
    - La fusion des corps.
- **La gestion RH du MAA et ses conséquences** :
    - Reprendre la main sur le volet RH,
    - Demande de moratoire.
- **Le moral préoccupant des agents du MAA et de ses opérateurs après la dernière mandature :**
    - Cas de burn-out,
    - Des agents peu soutenus et sous pression,
    - Les contrôles sur le terrain rendus difficiles suite aux propos tenus par les syndicats agricoles,
    - Des agents qui ne se retrouvent plus dans leurs missions.

Les réponses apportées par notre ministre :

- *« J'ai de l'intérêt à vous rencontrer, il faut que l'on travaille sur les points qui coincent »,*
- *« Je défends les agriculteurs, les éleveurs mais je serai aussi le défenseur des fonctionnaires de ce ministère qui assurent un travail formidable et notamment des SEA qui sont en première ligne »,*
- *« Ce ministère a une réelle capacité à porter le Service Public », « Je suis un militant du service public »,« Le service public d'autrefois n'existe plus, il y a des évolutions à mettre en place, je suis un défenseur des maisons de l'Etat. »,« Il nous faut réfléchir sur : « Comment maintenir les services publics à la population ? Comment les organiser ? Nous devons revoir nos services par rapport au numérique. »,*
- *« Le statut des directeurs d'établissement. Il n'y a rien d'abouti. Des pistes de sorties peuvent être envisagées. Un rendez-vous spécifique peut être programmé*. »,
- *« L'enseignement, la formation et l'innovation sont ma priorité. Le but est d'avoir plus de gens dans la profession agricole. Avoir également des établissements qui peuvent les accueillir. Il faut mieux former. Nous devons construire la ferme du 21 ème siècle. Je privilégie l'enseignement public »,,*
- *« Je ferai respecter les délais de traitements de la PAC » ;*
- *« Le sanitaire est aussi prioritaire »,*
- *« Il y a nécessairement des réformes à apporter »,*
- *« Si le règlement le permet, j'ajouterai pêche et forêt à l'intitulé de notre ministère, je le ferai de façon officielle ! »,*
- *« Budget : Il ne faut pas écouter ce que l'on dit », « Concernant les discussions budgétaires qui sont en cours, jJe défendrai d'arrache-pied le budget de notre ministère, nous devons faire notre part et nous ne serons pas exonérés. »,*
- *« J'accorde une grande importance au dialogue social »,*
- *« Il faut régler les problèmes de souffrance au travail. »,*
- *« DRAAF : Il faut redonner du sens dans la chaîne de commandement et lui donner les moyens. », « Les DRAAF doivent prendre le contrôle sur les missions du MAA. »,*
- *« Je n'ai pas la volonté de bouleverser les services, les agents ont besoin de stabilité, les citoyens aussi. »,*
- *RIFSEEP : « Je suis nouveau dans la fonction, je n'ai pas encore tout traité avec mes collaborateurs. Je dois travailler sur ce sujet. J'entends votre demande. »,*
- *« Mes relations avec Nicolas HULOT sont bonnes, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation n'est pas le MTES », « L'environnement n'a pas à intervenir sur les prérogatives de l'Agriculture »,*
- *« Il faudra que l'on se revoit sur le sujet ONF »,*
- *« Comment faire entrer l'agriculture dans le 21ème siècle ? »*

Pour FO AGRICULTURE :
Nous avons bien entendu les orientations, les réponses, apportées par le ministre Stéphane TRAVERT.

Nous serons vigilants et comme l'a rappelé notre secrétaire général Patrice MAITRE, la première étape **« c'est le projet de loi de Finances 2018 qui sera pour FO Agriculture le marqueur de votre volonté politique ou pas de redonner toute sa place à ce Ministère. »**

Rendez vous donc le 27 septembre pour une présentation de ce budget !